

ARRETE MUNICIPAL N° AM - 2025- 221

PORTANT SUR L'ATTRIBUTION DE NUMEROS DE VOIRIE DES PARCELLES CADASTREES SECTION T NUMERO 372-341-368-370-376-378-380-382-375-374-381-384-379-377- 371-369-373-131- SECTION K NUMEROS 97-105-108 SITUEES ROUTE DE PARAY et ROUTE DE MORANGIS

Le Maire de la Commune de Wissous, (Essonne),

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-28 et suivants, et les articles L.2131-1 et suivants relatifs au caractère exécutoire des actes pris par les autorités communales,

Vu les circulaires n°432 du 8 décembre 1955 et n°121 du 21 mars 1958 relatives au numérotage des immeubles,

Vu l'arrêté municipal n°AG-2014-39 en date du 17 mars 2014 relatif au numérotage des propriétés de la Commune,

Considérant la demande de la société Mileway en date du 29 octobre 2025,

Considérant que les parcelles situées route de Paray et route de Morangis, cadastrées section T n° 372-341-368-370-376-378-380-382-375-374-381-384-379-377-371-369-373-131 et section K n°95-105-108 nécessitent l'attribution de nouveau numéro de voirie,

Considérant la construction future d'un bâtiment d'activités, dont les entrées du site se feront route de Morangis, ainsi que route de Paray,

Considérant le numérotage existant sur le tronçon de la route de Paray et de la route de Morangis, desservant notamment ces parcelles,

ARRETE

Article 1 : la numérotation de voirie des parcelles cadastrées section T n° 372-341-368-370-376-378-380-382-375-374-381-384-379-377-371-369-373-131 et section K n°95-105-108 est attribuée comme suit :

- **16 route de Paray**
- **7 route de Morangis.**



Article 2 : Monsieur le Commissaire de l'agglomération de Police de Massy-Palaiseau et le Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de l'Essonne
- Monsieur le Receveur des Postes
- Direction des Impôts Fonciers - Cadastre
- Société MILEWAY

Article 4 : En application des articles R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester la présente décision, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification :

- Soit par un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Wissous
- Soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, situé 56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES
- Soit par recours de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

L'absence d'une réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de la décision.

Fait à Wissous, le 15 décembre 2025

Cyrille TELMAN,
Maire de Wissous

